

LREM ET RN : DEUX FRANCE QUE TOUT OPPOSE

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

19/06/2019

Les dernières élections européennes montrent que le processus de recomposition politique initiée en 2017 est toujours en cours : à travers l'analyse des résultats du 26 mai – et particulièrement la domination de La République en marche et du Rassemblement national –, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach montrent les structurations d'un vote de plus en plus conforme avec la réalité socioculturelle et économique du pays.

Les élections européennes ont démontré que la séquence électorale de 2017 n'était pas un accident et que le processus de recomposition politique lancée à cette occasion n'était pas terminé. Conformément à l'idée défendue dans notre livre, nous assistons à la mise en conformité du paysage électoral avec la réalité socioculturelle et économique du pays. Après l'implosion du Parti socialiste en 2017, ce processus s'est traduit aux européennes par la désagrégation de la coalition sociologique que Jean-Luc Mélenchon était parvenu à rassembler derrière lui de manière éphémère et par la dislocation des Républicains.

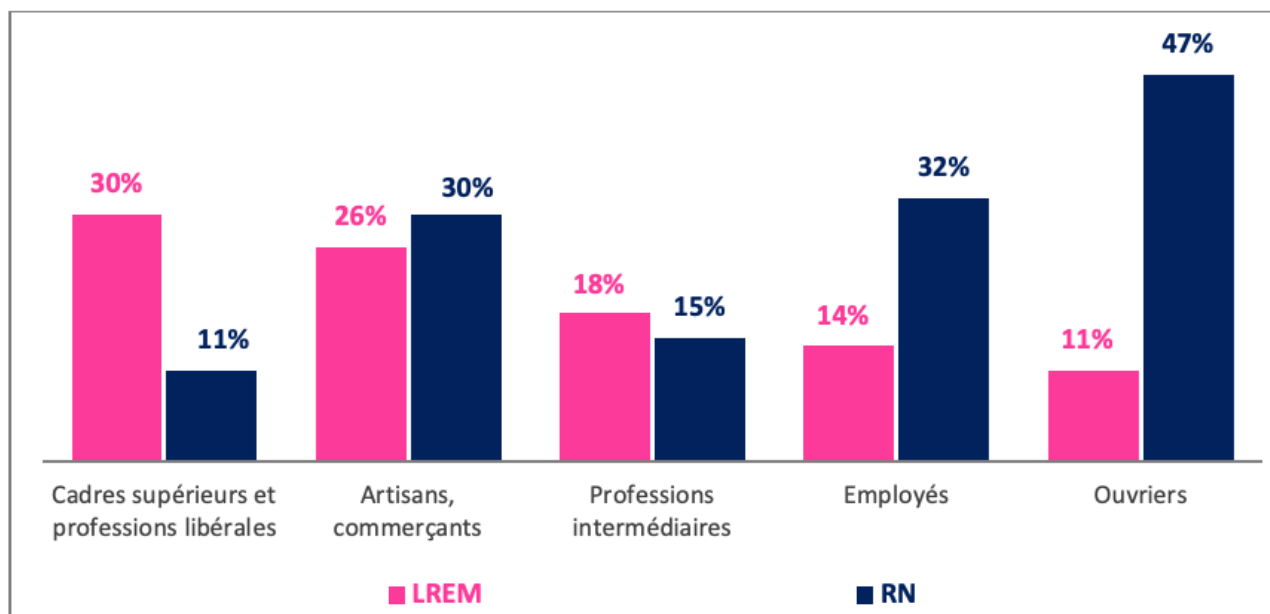
Dans le même temps, ce scrutin a confirmé l'installation de La République en marche et du Rassemblement national comme les deux principales forces électorales françaises. Avec respectivement 22,4% et 23,3% des voix, ces deux formations conservent *grosso modo* leur étiage de 2017 et dominent un paysage électoral archipelisé.

France d'en haut *versus* France d'en bas

Le fait que les deux composantes de ce duopole se soient mutuellement choisies comme adversaire principal et fassent au final pratiquement jeu égal nourrit l'idée d'un antagonisme entre deux France que tout oppose. L'analyse sociologique et géographique des deux électorats vient confirmer cette lecture tant ils apparaissent à front renversé. Comme le montre le graphique suivant, La République en marche a principalement capté le vote des cadres et des professions libérales mais a réalisé de piètres performances parmi les ouvriers et les employés. Cette France populaire, et particulièrement sa composante ouvrière, a, à l'inverse, puissamment soutenu la liste

conduite par Jordan Bardella, qui est en revanche très dominée au sein des CSP+.

Les votes en faveur de LREM et du RN selon la catégorie socioprofessionnelle

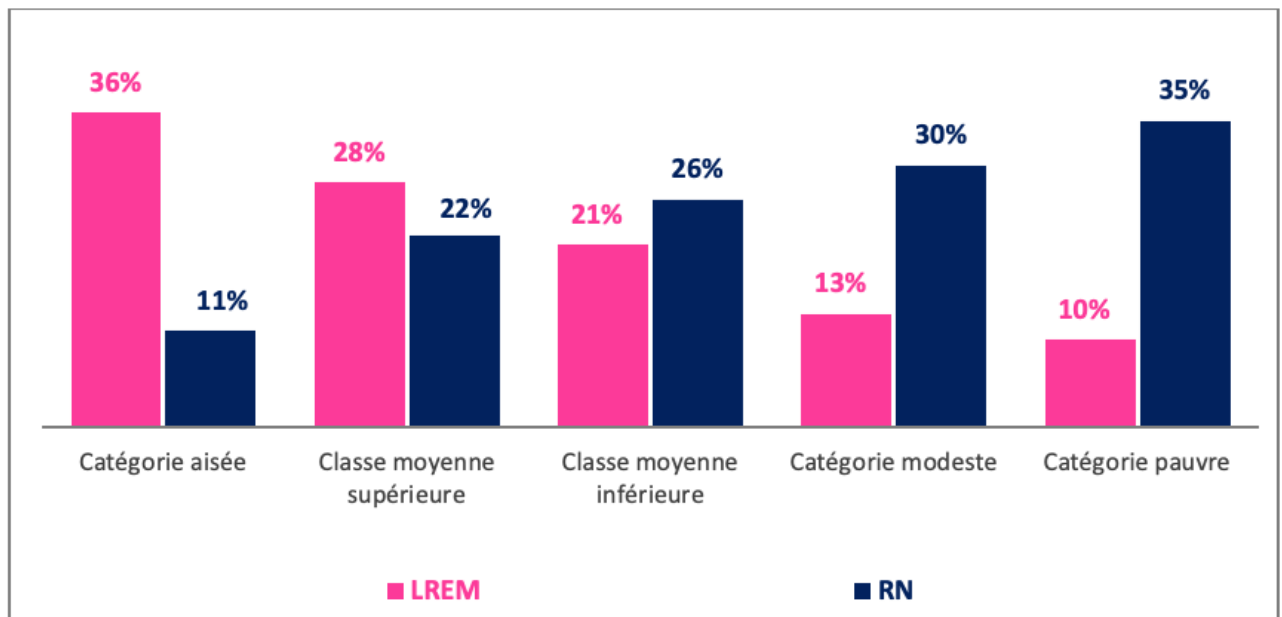


Les deux forces font pratiquement jeu égal dans l'univers des classes moyennes, composé des professions intermédiaires et des artisans/commerçants. Ce corps central de la société française demeure ainsi très disputé et aucune des deux « puissances » n'apparaît pour l'heure capable d'y asseoir sa domination, contrairement à ce qui se produit à la base et au sommet de la pyramide sociale.

Cette implantation à front renversé de La République en marche (LREM) et du Rassemblement national (RN) dans les différentes strates sociologiques françaises apparaît de manière plus nette encore si l'on considère non plus les professions mais le niveau de vie en s'appuyant sur une méthode de l'Insee, croisant les revenus du foyer et le nombre de membres du foyer pour définir cinq groupes sociaux. Le score de La République en marche atteint ainsi son climax dans la « catégorie aisée » avant de diminuer linéairement pour toucher son point le plus bas parmi les membres de la « catégorie pauvre ». Le Rassemblement national suit, quant à lui, une trajectoire diamétralement opposée. Non seulement, la morphologie globale des soutiens respectifs est inversée mais les rapports de force observés aux deux extrémités de la structure sociale apparaissent comme des négatifs au sens photographique du terme : 36% contre 11% en faveur de

LREM dans la « catégorie aisée » *versus* 35% contre 10% en faveur du RN dans la « catégorie pauvre ».

Les votes en faveur de LREM et du RN en fonction du niveau de vie



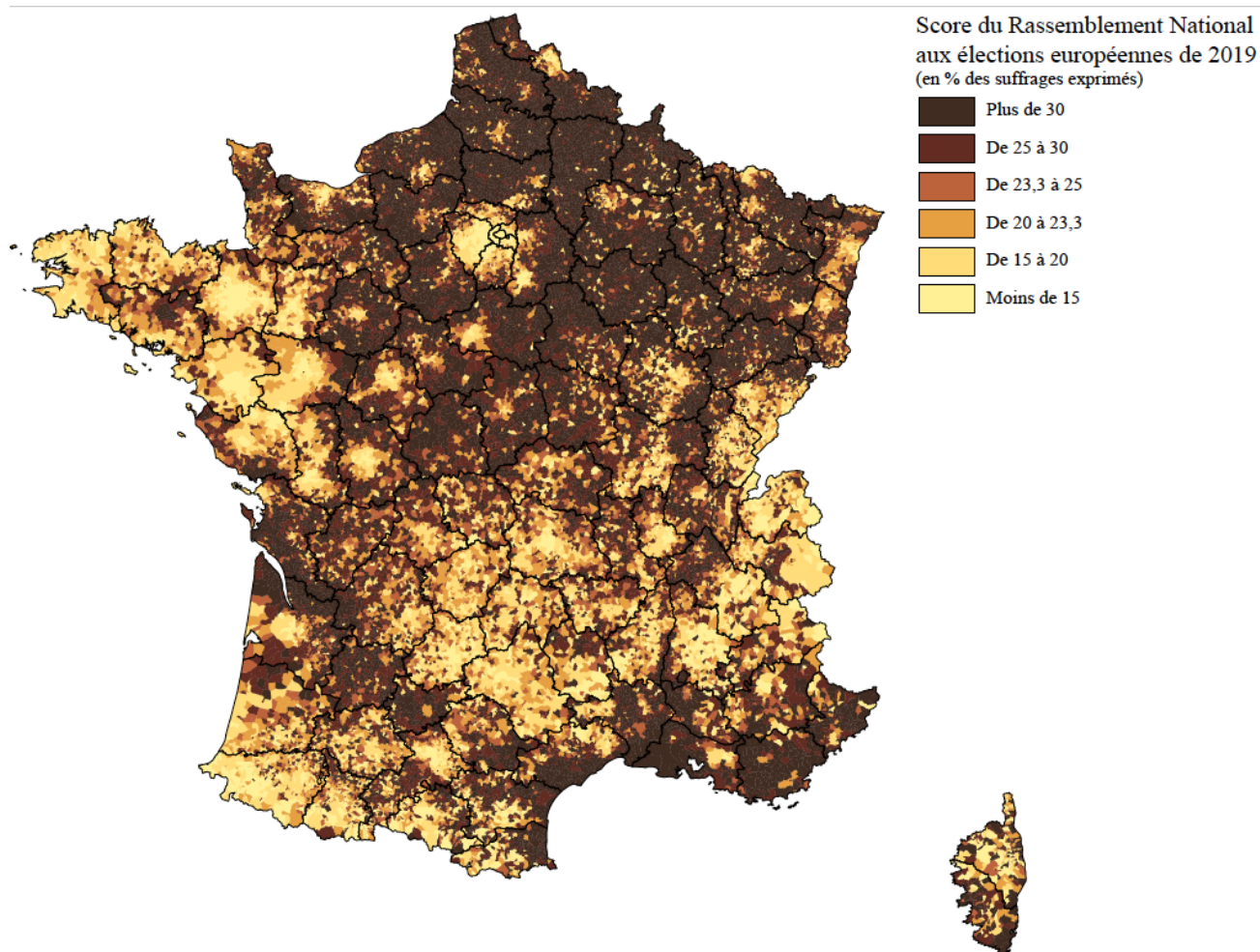
L'antagonisme La République en marche/Rassemblement national semble ainsi avoir réactivé la lutte des classes, qui structure désormais ce nouveau clivage après avoir sous-tendu pendant des décennies l'affrontement gauche/droite. Le fait que l'opposition LREM/RN s'articule aussi fortement sur un tel clivage de classes incite à penser que cette opposition pourrait être durable. Autre élément à souligner, le rapport de force s'inverse symboliquement au sein des classes moyennes. La liste Loiseau domine (28% contre 22%) dans la « classe moyenne supérieure » alors que la liste rivale prend l'ascendant parmi ce que l'Insee appelle la « classe moyenne inférieure ». On a là l'illustration, d'une part, de l'hétérogénéité sociologique et idéologique de ce vaste ensemble et, d'autre part, du processus de décrochage dans lequel est rentré le bas de la classe moyenne depuis quelques années et qui s'est notamment traduit dans la crise des « gilets jaunes ».

Deux géographies antagonistes

Sédimentation et diffusion spatiale du vote frontiste

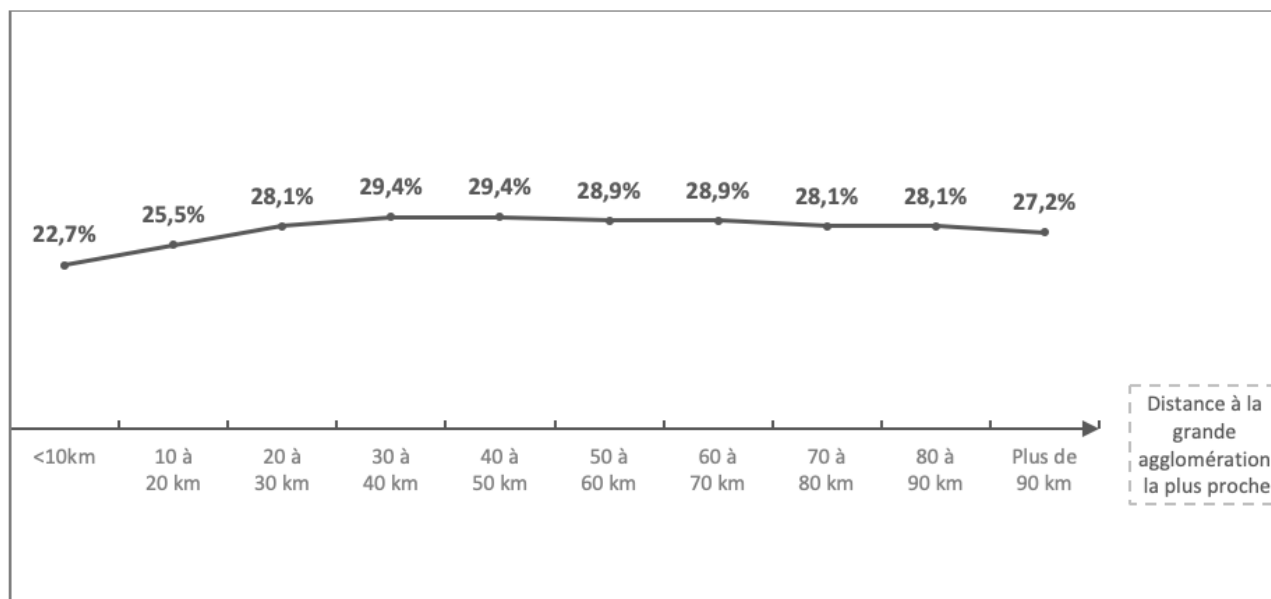
La France périphérique, pour reprendre l'expression de Christophe Guilluy, a constitué le foyer de cette crise des « gilets jaunes » car, dans ces territoires, les membres des catégories populaires et du bas de la classe moyenne sont particulièrement représentés. Cette forte présence des groupes sociaux les plus enclins à voter pour le Rassemblement national explique en bonne partie pourquoi ces territoires constituent les zones de forces du mouvement. La géographie du vote en faveur de la liste Bardella s'inscrit ainsi dans la continuité historique du vote Front national observé depuis au moins vingt ans. La stabilité de cette carte traduit l'incrustation et la sédimentation du frontisme dans certains espaces. Tout le quart nord-est du pays, le littoral méditerranéen, la vallée du Rhône ainsi que celle de la Garonne accordent des scores de plus de 25%, voire plus de 30% à la liste Bardella.

Autre constante que nous retrouvons de nouveau lors de ce scrutin, dans ces régions frontistes, est la résistance d'isolats : les agglomérations grandes et moyennes. Se distinguent ainsi nettement sur la carte, la région parisienne, Rouen, Amiens, Arras, la conurbation lilloise, Reims ou bien encore Orléans, Tours et Le Mans. Quand on regarde sur cette carte le Bassin parisien élargi et la partie nord-est du pays, on pense inévitablement aux photos satellites prises de nuit et faisant ressortir l'armature urbaine du pays tranchant avec les territoires ruraux et périphériques non éclairés.



Comme lors des précédents scrutins, l'intensité du vote Rassemblement national est indexée sur le gradient d'urbanité. Non négligeable dans le cœur des grandes agglomérations (et notamment dans celles du Sud-Est), il gagne significativement en puissance quand on s'en éloigne pour atteindre son climax dans un rayon de trente à cinquante kilomètres du centre d'une des principales aires urbaines françaises. Ces zones correspondent à ce que l'on peut appeler le « grand périurbain » dont les habitants sont encore dans le champ d'attraction de la grande ville mais à ses marges les plus éloignées. Les navetteurs et les pendulaires qui y résident doivent parcourir une distance plus longue pour aller travailler dans la métropole que ceux qui y habitent plus près. Passé la limite des cinquante kilomètres, le nombre de personnes se rendant fréquemment dans l'aire urbaine chute car toute une partie de la population locale a un mode de vie plus rural se construisant à l'écart de la métropole.

Le score du RN en fonction de la distance aux principales agglomérations



C'est dans le « grand périurbain » que le mouvement des « gilets jaunes » a rencontré le plus d'écho car le degré de dépendance à la voiture (et la sensibilité au prix des carburants) comme le sentiment de relégation y sont les plus aigus. Ces ressorts y alimentent également un vote Rassemblement national très puissant et on notera que 40% des personnes se définissant comme « gilets jaunes » ont voté pour la liste Bardella.

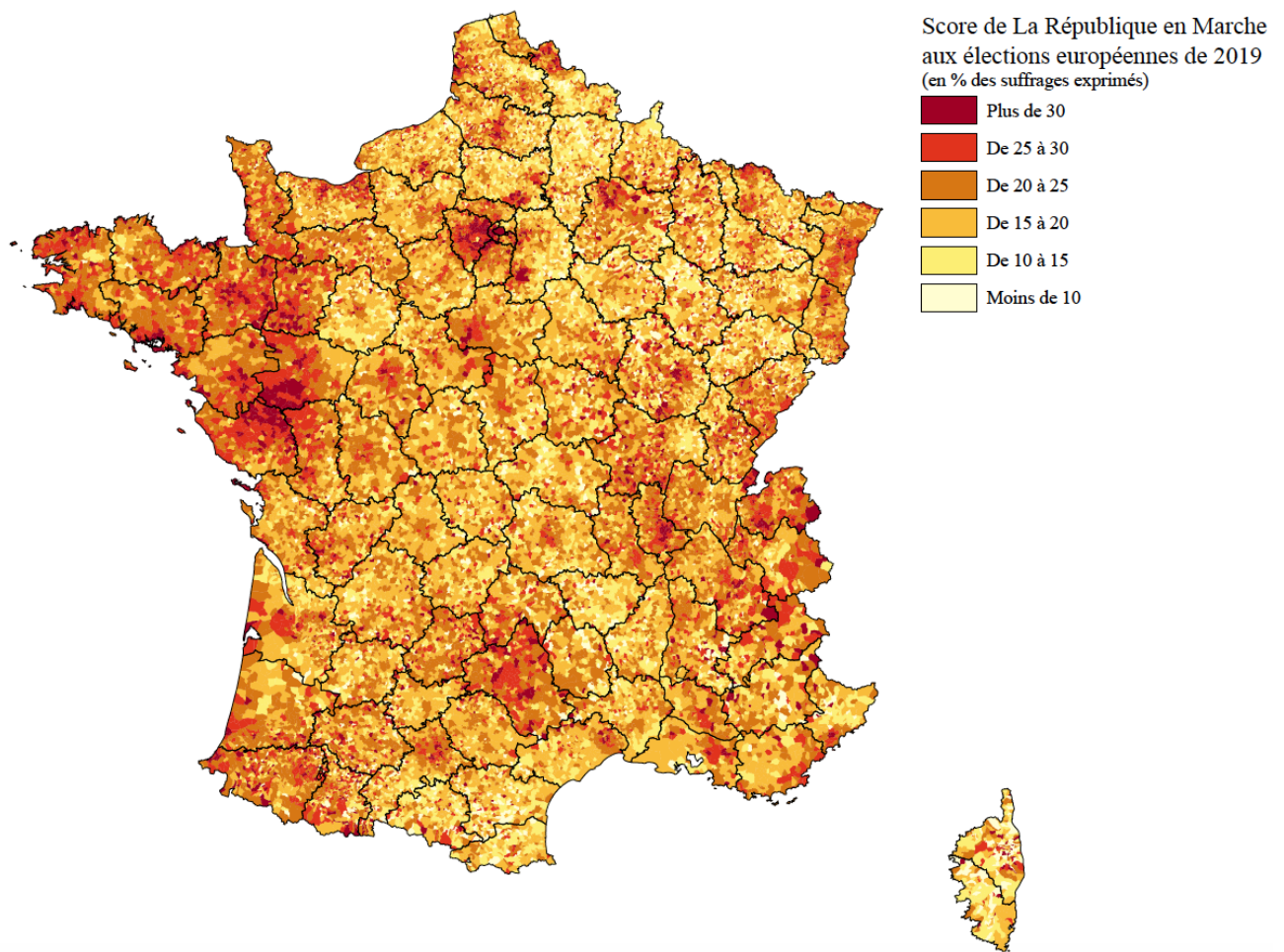
Si la physionomie générale de la carte nationale du vote frontiste est demeurée d'une grande stabilité, on constate néanmoins au fil des ans un processus de diffusion à partir des zones de force vers les territoires voisins. Dans les années 1990, Pascal Perrineau avait défini pour la partie septentrionale du pays la ligne Le Havre-Valence comme la limite occidentale de l'aire d'influence lepéniste. Ce front a été nettement enfoncé depuis puisque les départements du Calvados, de la Manche, de l'Orne, de la Sarthe, du Loir-et-Cher, de l'Indre-et-Loire, de la Vienne, du Cher et de l'Indre ont été intégrés à cette vaste zone de vote frontiste élevé. Si l'on devait tracer un nouvel axe matérialisant la limite des bastions frontistes dans la partie Nord du pays, on retiendrait désormais, pour tenir compte de la poussée Front national vers l'ouest, plutôt la ligne Saint-Malo/Genève. Cette ligne est tout sauf nouvelle. Elle renvoie à une vieille frontière intérieure, identifiée et théorisée dès le XIX^e siècle, et opposant les territoires situés au nord de cette ligne, les plus alphabétisés et industrialisés du pays, aux départements situés au sud à dominante agricole et dans lesquels le taux d'illettrés parmi les conscrits était historiquement le plus élevé. Le fait que ce vieil axe remonte aujourd'hui à la surface en dit long sur le très puissant mouvement de redistribution des cartes qui s'est opéré au cours des dernières décennies. Du fait de la violente désindustrialisation qui l'a frappé, le quart nord-est n'apparaît plus (à l'exception notable des

grandes métropoles au premier rang desquelles l'agglomération parisienne) comme jouant le rôle de locomotive du développement économique national. Ce déclin et cette perte de statut de « pays utile » ont incontestablement servi de terreau à l'essor du Front national dans ces régions. À l'inverse, la Bretagne et les Pays de la Loire, historiquement en retard économiquement, n'ont pas subi une telle désindustrialisation pour la bonne et simple raison que le secteur secondaire était moins présent. Les sociétés locales ont su préserver un certain équilibre et ont tiré profit du développement du secteur tertiaire et de l'agroalimentaire.

Dans le quart sud-ouest du pays, on observe également depuis une quinzaine d'années un même phénomène d'étalement du vote frontiste à partir de sa zone de force initiale que constituait la basse vallée de la Garonne (Tarn, Tarn-et-Garonne et Lot-et-Garonne). Le vote Rassemblement national est désormais également très puissant en Gironde (en dehors de l'aire bordelaise) en Charente et en Charente-Maritime.

Radiographie du vote La République en marche

La carte du vote pour la liste Renaissance apparaît comme le négatif au sens photographique du terme de celle du vote Rassemblement national. Cette symétrie inversée au plan géographique, associée à une sociologie des deux électors s'opposant terme à terme, illustre la puissance du clivage existant entre les deux composantes du nouveau duopole dominant le paysage politique français.

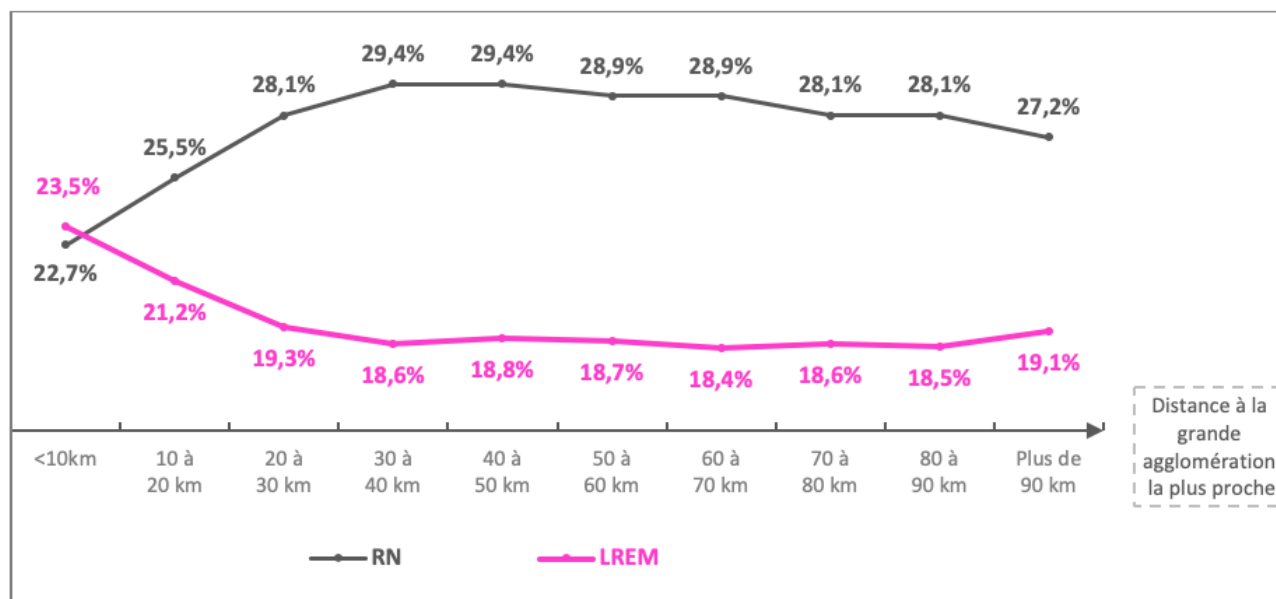


Un vote métropolitain

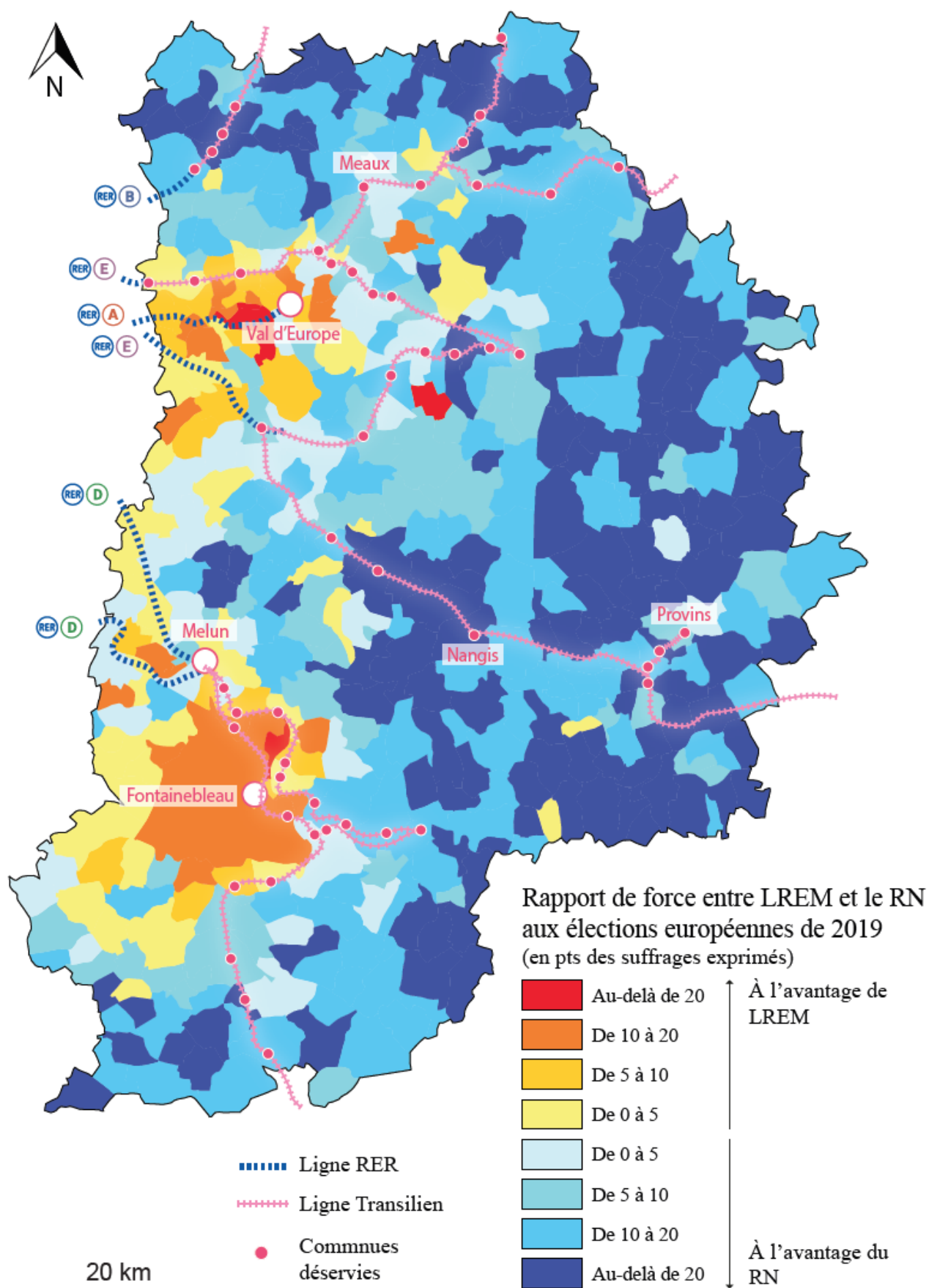
Les agglomérations (grandes métropoles comme villes de taille moyenne) constituent les points d'appui principaux du macronisme. On distingue très nettement sur la carte l'agglomération parisienne, Lille, Amiens, Reims, Metz, Nancy, Strasbourg, Orléans, Caen, Tours, Le Mans, Rennes, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Aix, Lyon et Dijon. Mais, le survote en faveur de la liste conduite par Nathalie Loiseau s'observe également dans des villes de taille plus modeste, notamment quand elles sont aisées : Fontainebleau, Chantilly-Senlis ou bien encore Compiègne par exemple.

À l'inverse, le vote La République en marche a tendance à décliner quand on s'éloigne du cœur des aires urbaines et est très nettement surclassé par le Rassemblement national dans le « grand périurbain » puisque l'écart des scores y atteint en moyenne dix points.

Le score du RN et de LREM en fonction de la distance aux principales agglomérations du pays



Si, sur le plan national, la variable de la distance aux grandes agglomérations semble donc jouer un rôle prépondérant, le cas d'un département comme la Seine-et-Marne nous permet d'affiner le diagnostic et de pointer l'influence de la notion d'accessibilité aux centres des métropoles. La carte suivante montre certes que le rapport de force La République en marche/Rassemblement national obéit à une logique Ouest/Est, les communes les plus occidentales et proches de Paris votant plus pour La République en marche quand leurs homologues de l'Est optent massivement pour le Rassemblement national. Mais on constate également à la lecture de la carte que le fait d'être desservie ou non par une gare RER ou Transilien influe significativement sur le vote d'un bon nombre de communes. À distance kilométrique équivalente, les communes non desservies offrent souvent des scores plus élevés au Rassemblement national que celles qui ont la chance de compter une gare. Les lignes ferroviaires apparaissent ainsi comme des pénétrantes plus claires sur la carte entourées de taches plus sombres correspondant aux blocs de communes isolées, où la dépendance à la voiture est maximale.

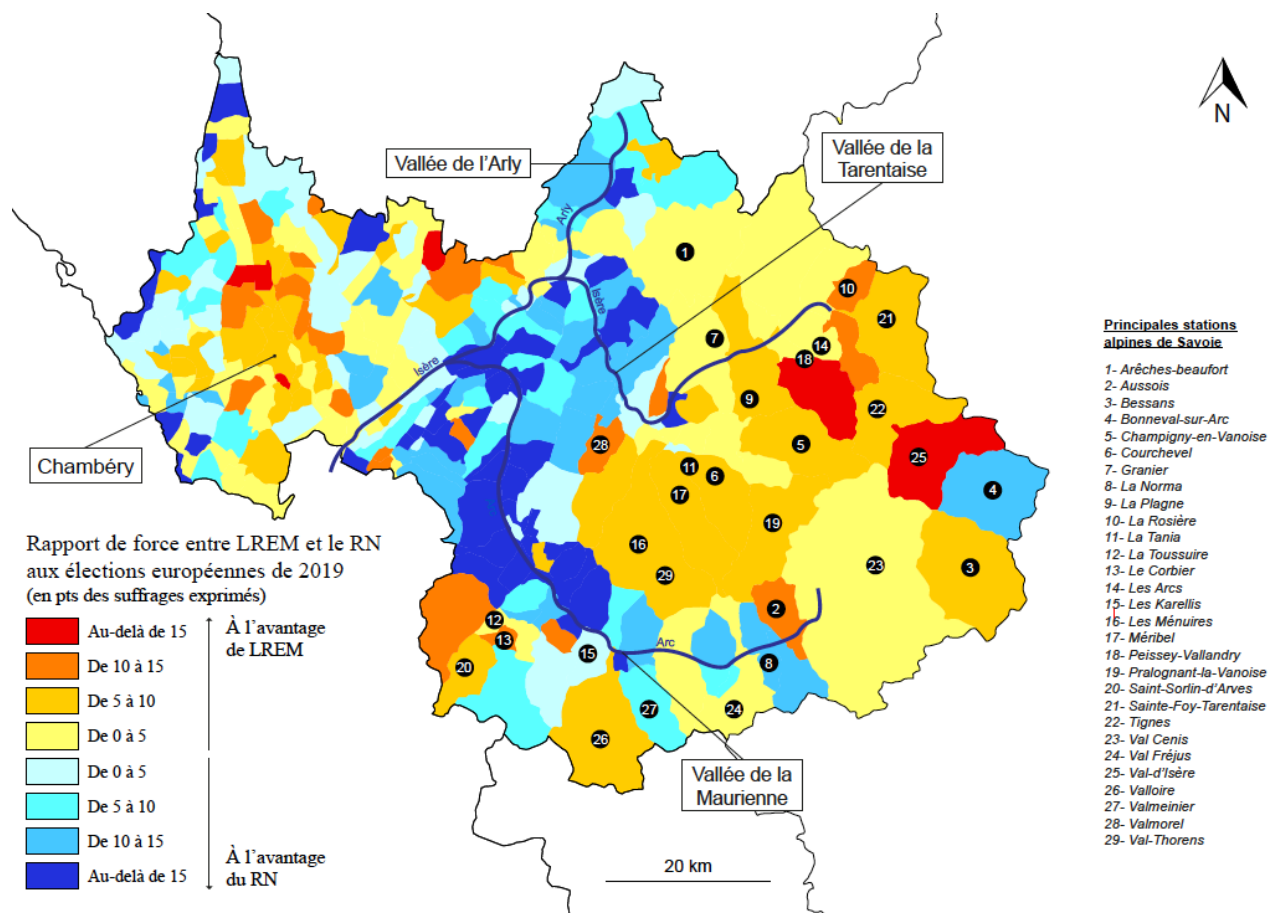


C'est le cas notamment dans le sud du département autour de Fontainebleau où l'effet Transilien vient se combiner avec un facteur sociologique lié à la forte concentration de ménages aisés dans cette zone.

Littoraux, stations de ski et vignobles : le soutien des enclaves aisées

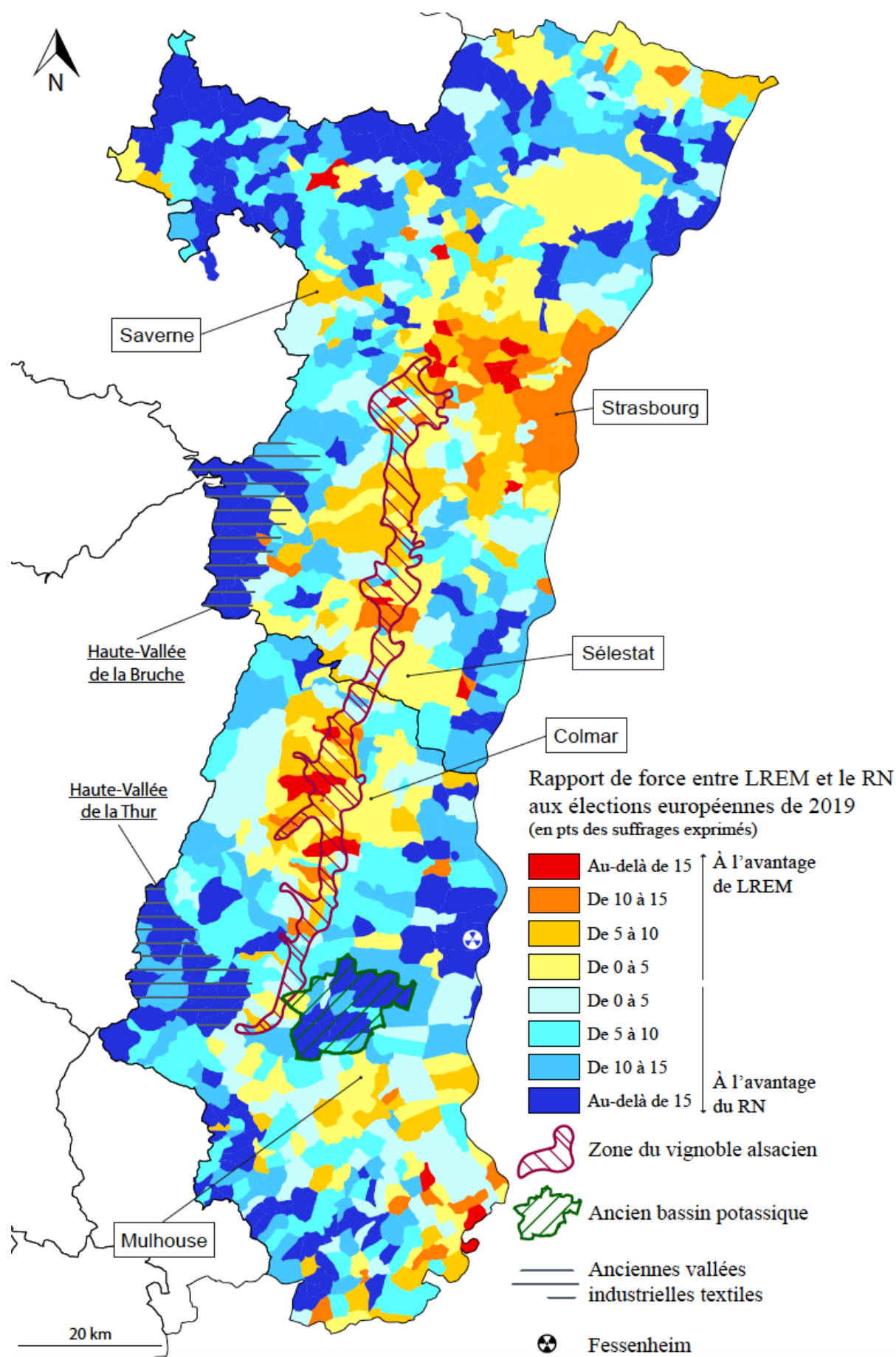
L'effet richesse vient également doper le vote La République en marche dans d'autres territoires. C'est le cas notamment de certains littoraux. Les scores sont ainsi élevés au Touquet (49,5 %) et dans les communes limitrophes. Le fait qu'Emmanuel Macron et sa femme y possèdent une maison joue sans doute, mais la présence de ménages aisés (retraités, commerçants, professions libérales et professionnels du tourisme) constitue un facteur plus déterminant. Cet effet « station balnéaire » jouant en faveur de La République en marche s'observe en effet en de nombreux points du littoral français. On le retrouve sur la Côte d'Albâtre, la Côte Fleurie (Deauville 33,3%), dans la région de Granville, sur les côtes bretonnes, la presqu'île guérandaise (34,6% à La Baule, 32,2% à Pornichet), le littoral vendéen, à La Rochelle et à l'île de Ré, sur le bassin d'Arcachon et la côte basque. Si le littoral languedocien et la Camargue, fortement marqués par la présence frontiste, ne soutiennent que faiblement la liste macronienne, celle-ci enregistre en revanche des scores assez élevés sur la Côte d'Azur.

D'autres territoires bénéficient d'une juteuse rente touristique : les stations de ski. Et ici aussi, le parti présidentiel enregistre de bons résultats. Ces chiffres contrastent avec ceux observés dans certaines communes situées dans le fond des vallées savoyardes. C'est le cas par exemple dans la vallée de la Maurienne, qui a été victime de la désindustrialisation alors que les communes d'altitude, jadis vouées à un élevage extensif peu lucratif, ont su capter la manne de l'or blanc. On mesure à l'échelle d'un département l'ampleur des mutations qu'a connues notre pays au cours des dernières décennies, les stigmates de ces bouleversements faisant ressentir leurs effets électoraux sur la longue durée.



Si, du fait du poids important occupé par le tourisme dans nos sociétés modernes, les zones littorales et les stations de sports d'hiver se classent dans la catégorie des territoires gagnant dans le cadre de l'économie du XXI^e siècle, d'autres espaces tirent également très avantageusement leur épingle du jeu. Certains vignobles prestigieux génèrent par la vente de leur production et par le tourisme qui y est associé de très substantiels profits. Quand la terre est encore possédée par de nombreux propriétaires, on constate électoralement un « effet vignoble » : ces riches propriétaires votant traditionnellement pour la droite et désormais dans des proportions significatives pour La République en marche. C'est le cas notamment en Champagne, sur la côte de Nuits (40,5% à Volnay, 36,6% à Vougeot), dans le Sancerrois (33,6% à Sancerre) ou bien encore en Alsace. Sur la carte suivante, la route des vins d'Alsace apparaît clairement aux côtés des grandes agglomérations comme offrant les points d'appui de La République en marche, alors que dans les zones rurales et périurbaines non viticoles, le Rassemblement national prenait nettement l'ascendant. C'est le cas notamment à Fessenheim et dans les communes limitrophes, où l'annonce de la fermeture de la centrale est venue doper le vote frontiste depuis plusieurs scrutins. Ce n'est sans doute pas un hasard si Marine Le Pen y a précisément tenu un meeting en fin de campagne. D'autres territoires alsaciens, plus anciennement désindustrialisés, se tournent également

préférentiellement vers le Rassemblement national et non vers La République en marche. Il s'agit de la plupart des communes du bassin potassique, où l'extraction qui faisait vivre des milliers de mineurs et qui avait structuré une sociabilité particulière, a cessé définitivement au début des années 2000. On voit également apparaître en bleu foncé sur la carte les hautes vallées de la Bruche et de la Thur, hauts lieux de l'industrie textile alsacienne implantée sur les contreforts vosgiens et dont la plupart des sites de production ont fermé laissant ces populations démunies.

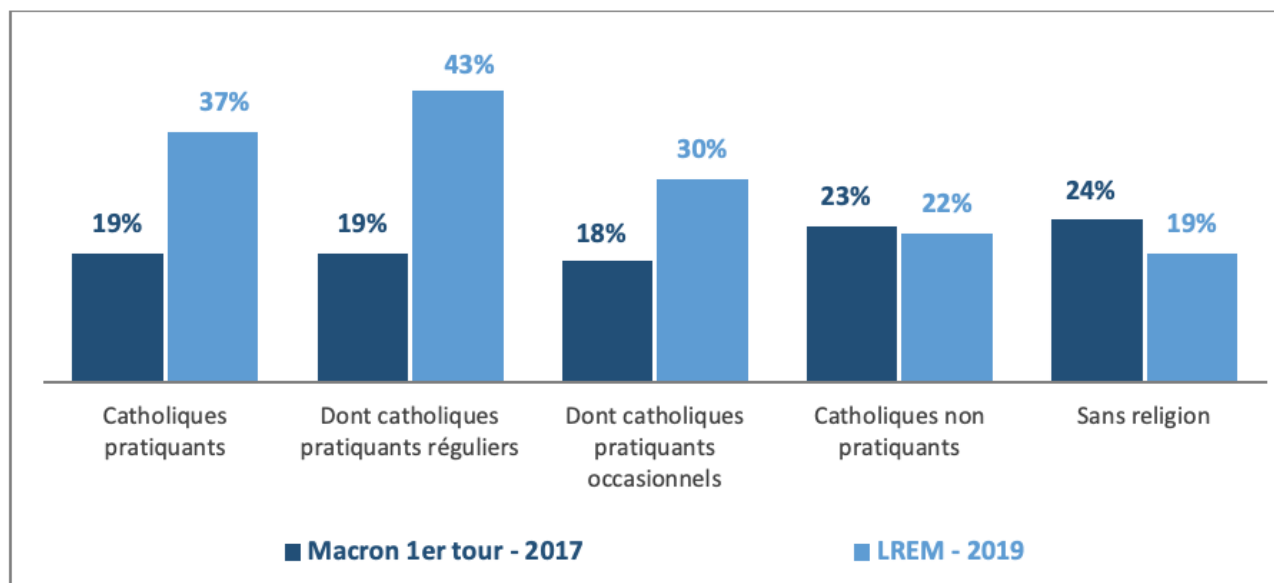


Vieux bastions démocrates-chrétiens et effet « frontaliers »

Métropoles et agglomérations, littoraux touristiques et stations de ski, vignobles prestigieux, l'électorat macroniste se recrute d'abord et préférentiellement dans les territoires les plus prospères du pays (quand le Rassemblement national s'enracine prioritairement dans les espaces économiquement les plus fragiles ou en difficulté). Si le niveau de richesse et la bonne santé économique des territoires constituent donc la ligne de partage des eaux entre ces deux France électorales, la carte des zones de force macronistes fait parallèlement apparaître un autre paramètre ayant joué dans ce scrutin. Il s'agit du rapport à la construction européenne. La liste Le Rassemblement en marche qui fit campagne autour de la défense du projet européen a, assez logiquement, enregistré de bons scores dans deux types de régions pro-européennes.

Les régions de tradition catholique ont ainsi fortement soutenu la liste emmenée par Nathalie Loiseau. Le Léon, la dorsale de l'Ouest intérieur (de l'Avranchin au Bocage vendéen en passant par la Mayenne, la région de Vitré-Fougères et le Choletais), les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées, l'Aveyron, le Cantal et la Lozère, bien que ruraux et se rattachant à la France périphérique, apparaissent comme des points d'appui du macronisme. Dans le cadre de l'alliance avec François Bayrou, ces territoires d'influence traditionnels de la démocratie chrétienne ont constitué en quelque sorte la dot du Modem au parti macroniste. Les données de sondages confirment la forte progression de La République en marche par rapport à l'élection présidentielle dans l'électorat catholique. Plus le degré de pratique religieuse est élevé et plus la liste a gagné du terrain par rapport à 2017.

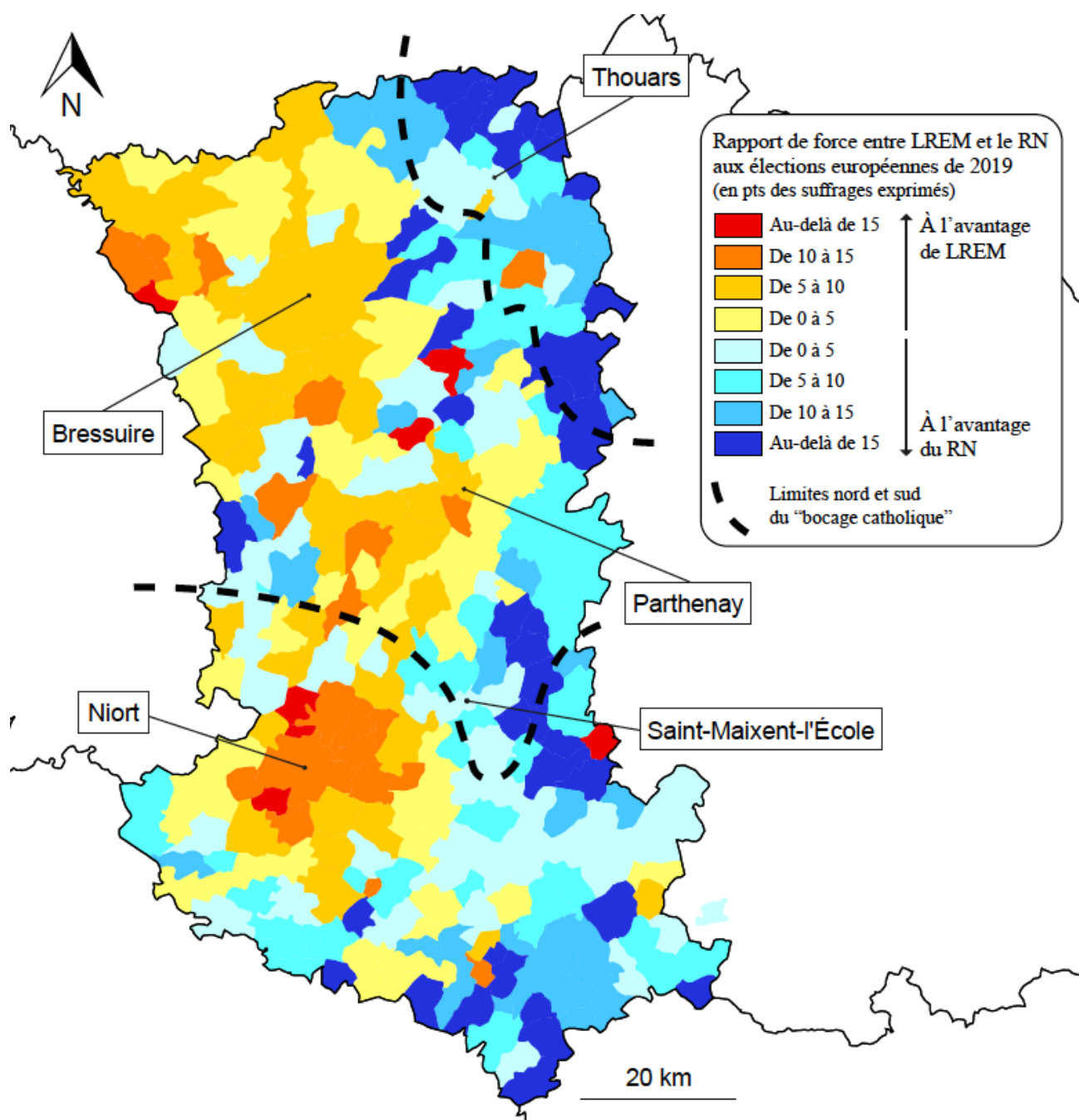
Scores comparés d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle et de la liste LREM aux européennes



Dans l'électorat catholique pratiquant, la liste Loiseau (37%) domine très nettement et surclasse la liste des Républicains (22%), dont la foi catholique revendiquée de son leader n'a apparemment pas suffi à rallier cet électorat. Cette contre-performance de la liste Bellamy et la percée de La République en marche dans ce segment et ces territoires s'expliquent par un ancrage toujours très vivace du projet européen dans cette population. S'ils peuvent afficher un certain conservatisme sociétal, l'attachement européen apparaît toujours et encore comme une composante majeure de l'ADN politique de toute une partie des catholiques français. Le thème de la construction européenne a ainsi joué un rôle déterminant dans le choix de vote de 65% des catholiques pratiquants contre seulement 51% dans l'ensemble de la population et cet item s'est placé en seconde position des critères les plus déterminants des catholiques pratiquants alors qu'il n'arrive en dixième position dans l'ensemble du corps électoral.

Le département des Deux-Sèvres offre à ce stade de l'analyse une bonne synthèse des types d'espaces ayant soutenu La République en marche et de ceux qui, à l'inverse, se sont davantage portés sur le Rassemblement national. Le cas de ce département est également intéressant à analyser car il permet d'illustrer en quoi ce nouveau clivage vient se substituer au vieux clivage gauche/droite hérité de l'histoire de longue durée. Dans les Deux-Sèvres s'opposaient traditionnellement le Bocage au nord-ouest du département, où le catholicisme et la droite étaient très implantés, à la partie sud du département, correspondant à des zones de plaines et de marais et à la région de Niort, où la pratique catholique était nettement plus faible et le protestantisme et la gauche étaient présents. Cette orientation à gauche et l'influence du protestantisme se retrouvaient également autour de la ville de Thouars au nord-est du département. Or, comme le montre la carte suivante, les zones de forces de La République en marche se situent à la fois au sud et au nord du département et font fi de la vieille ligne de front courant entre Parthenay et Niort et

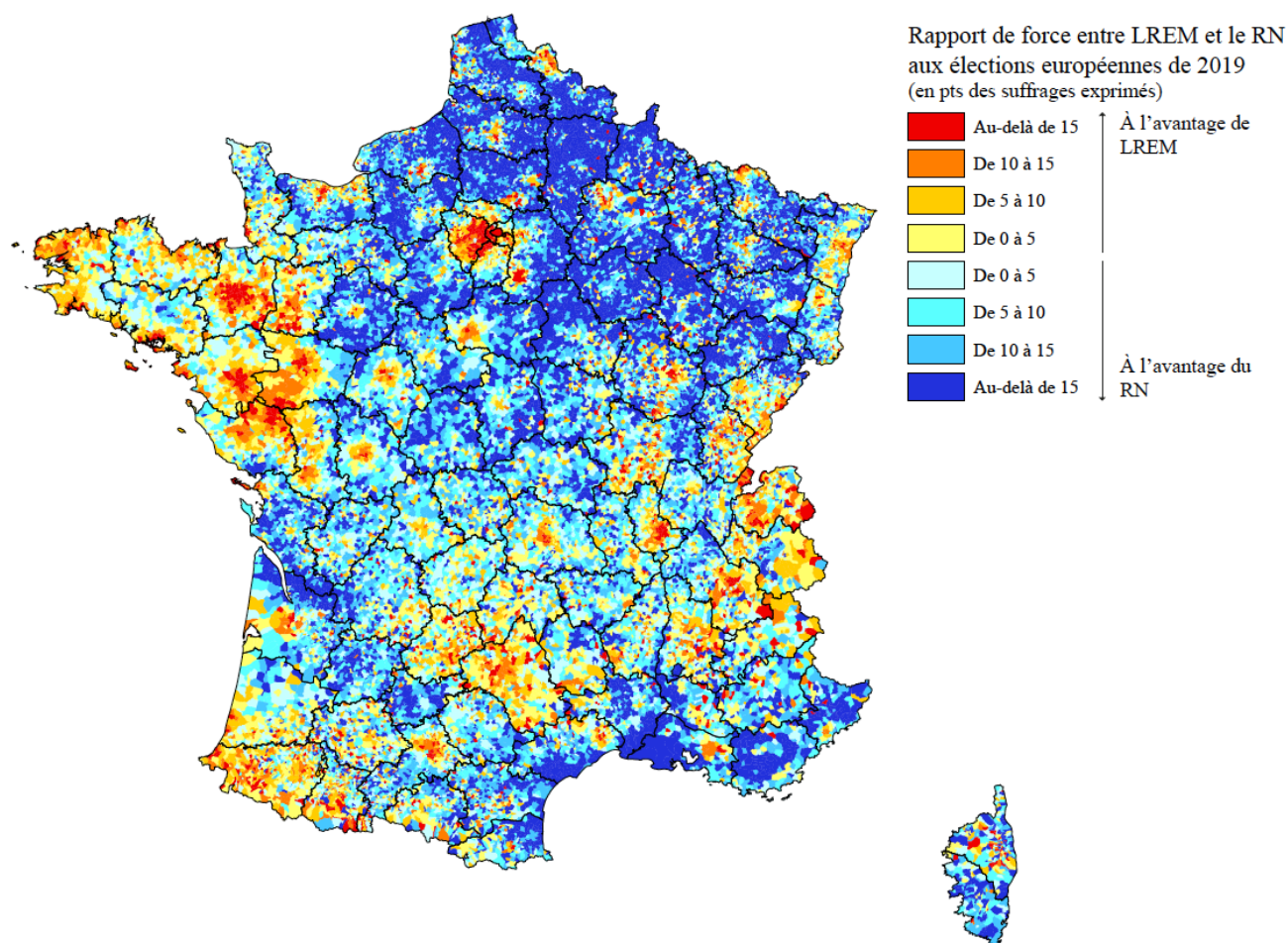
définissant la limite de la zone bocagère. La liste de Nathalie Loiseau a en même temps réalisé de bons résultats dans l'aire niortaise, où elle surclasse la liste du Rassemblement national, comme dans la plupart des agglomérations françaises, mais aussi dans le Bocage, où l'électorat catholique et de droite modérée s'est rallié au parti présidentiel.



À l'inverse, le Rassemblement national domine son adversaire dans les zones les plus précocement déchristianisées du département et notamment dans les fiefs ruraux traditionnels de la gauche : marais poitevin et plaine au sud et région de Thouars au nord-est. On notera au passage que la liste Bardella devance la liste Loiseau (25,1% contre 20,4%) à Saint-Maixent-l'École, alors même qu'il s'agit d'une petite aire urbaine. La présence de militaires, d'actifs ou retraités, du fait de l'implantation dans cette ville de l'école des sous-officiers de l'armée de terre peut contribuer à expliquer le fait que le Rassemblement national vire en tête dans cette petite ville.

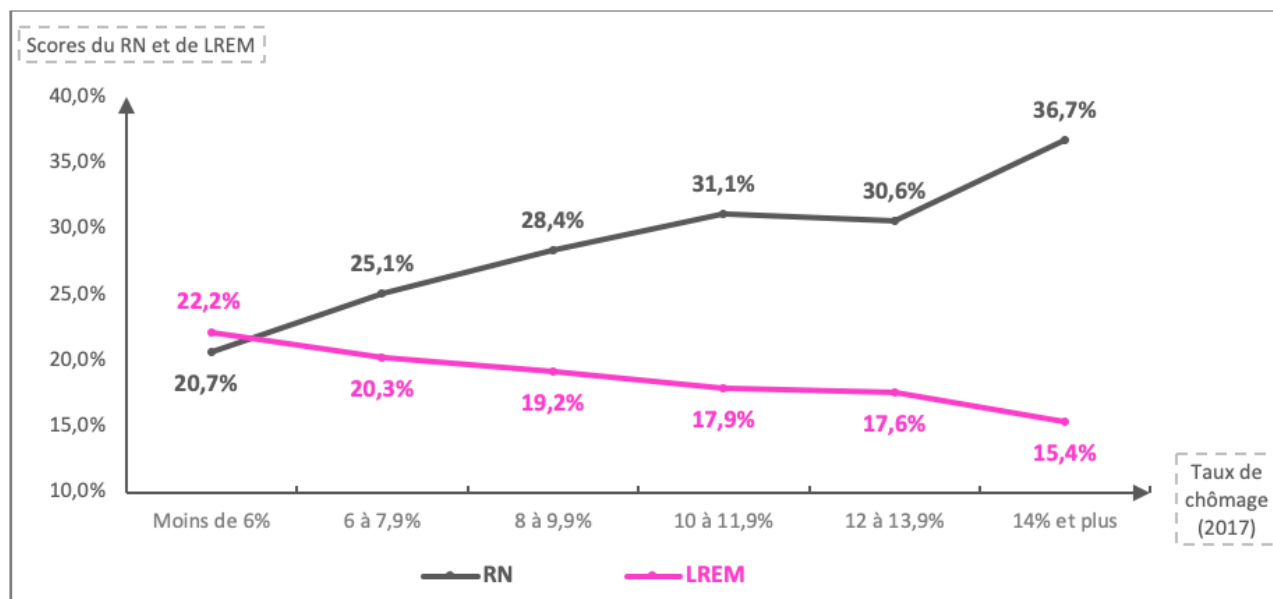
Dans d'autres territoires que les bocages de l'Ouest de la France, la fibre européenne n'est pas héritée principalement de l'histoire et de la matrice catholique mais de la géographie et de l'économie. Les zones dans lesquelles les travailleurs frontaliers sont nombreux constituent, avec les vieux bastions catholiques, d'autres points d'appui de La République en marche dans la France périphérique. La liste Loiseau enregistre ainsi des scores élevés et devance le Rassemblement national en Moselle le long de la frontière luxembourgeoise, dans les extrémités nord et sud de l'Alsace et à proximité de la Suisse (Doubs, Jura, Ain, départements savoyards). Ici non plus, pas de déterminisme géographique. On ne constate sur le plan électoral un « effet frontière » favorable au parti présidentiel que quand les travailleurs frontaliers sont nombreux et bénéficient d'un niveau de vie élevé. Les retombées économiques sont loin d'être aussi positives à la frontière franco-belge, à proximité de l'Italie ou bien en Roussillon au contact de l'Espagne et dans ces zones, c'est le Rassemblement national qui a nettement dominé le scrutin.

Plus globalement, tout se passe donc comme si les deux forces constituant le nouveau duopole dominant le paysage électoral avaient chacune préempté leur espace de prédilection. À La République en marche, la France qui va bien, dans toute sa diversité géographique et au Rassemblement national, la France des territoires qui souffrent. La carte suivante présentant le rapport de force entre les deux listes nous donne ainsi un aperçu assez éclairant de ces deux France qui s'opposent politiquement mais aussi économiquement et sociologiquement.



Si l'affrontement entre ces deux forces est bien idéologique, son soubassement électoral est très clairement socioéconomique. Pour s'en persuader autrement que par la carte, il suffit d'observer la relation existant entre le score des deux listes au niveau communal et le taux de chômage prévalant dans le bassin d'emploi de la commune. On constate ainsi que le niveau de vote pour La République en marche et le Rassemblement national est très nettement indexé sur le taux de chômage. Plus ce dernier est élevé et plus le Rassemblement national progresse et inversement.

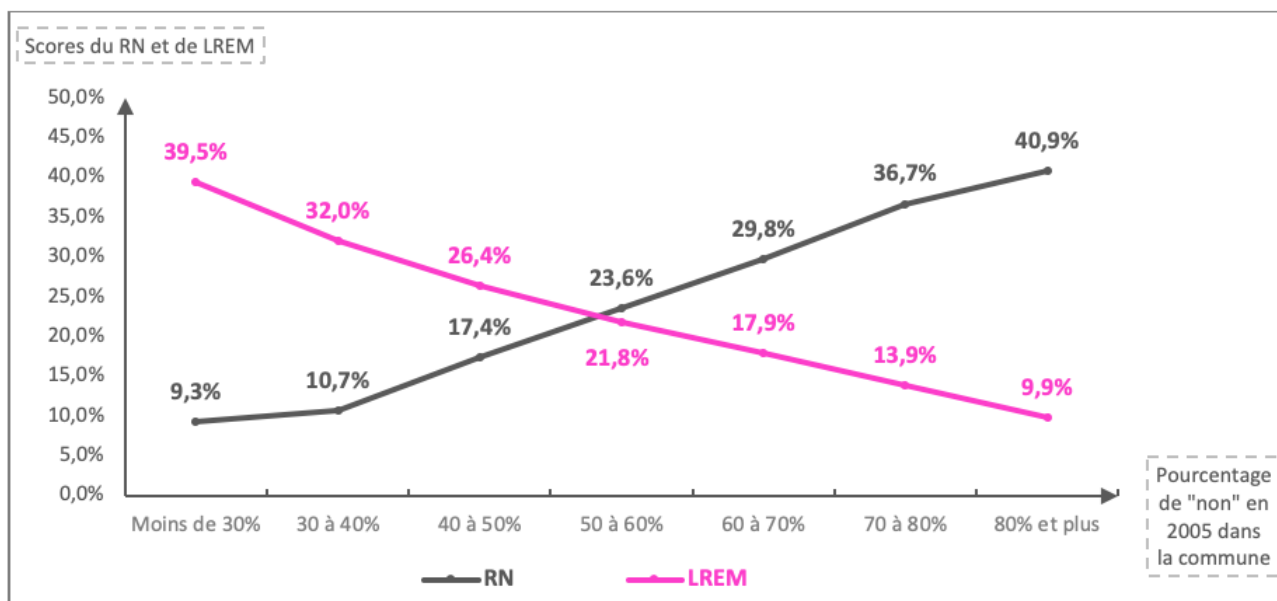
Les scores du RN et de LREM en fonction du taux de chômage dans le bassin d'emploi de la commune



Or, le taux de chômage constitue bien un indicateur synthétisant la situation économique et sociale d'un territoire donné. Si cette variable influe donc très significativement sur ces deux votes en un sens opposé, elle ne constitue qu'une part (importante) de l'explication. On constate en effet que même quand le taux de chômage est très faible (moins de 6%), le Rassemblement national obtient quand même en moyenne un score de 20,7% des voix. Et inversement, dans les communes les plus sinistrées, il se trouve encore en moyenne 15,4% d'électeurs pour voter pour la liste La République en marche.

Derrière et à côté de la situation économique et sociale d'un territoire, un autre paramètre joue donc également sur le vote. Il s'agit du degré d'acceptation et de l'attitude face à la globalisation sous toutes ses formes : intégration européenne, mondialisation économique et immigration. Dans *L'Archipel français, Naissance d'une nation multiple et divisée*, nous avons montré comment cet enjeu, après s'être exprimé avec force dans les urnes lors des référendums de 1992 et de 2005, était progressivement monté en puissance. Les deux tenants de ce nouveau clivage (Emmanuel Macron et Marine Le Pen) ont ainsi, pour la première fois, supplanté les représentants du vieux clivage gauche/droite en s'imposant au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Deux ans plus tard, ce sont de nouveau leurs formations politiques respectives qui s'imposent. Or, comme le montre le graphique ci-dessous, l'affrontement entre les deux listes s'est très clairement inscrit dans l'opposition de la « France du oui » et de la « France du non ».

Les scores du RN et de LREM en fonction du niveau de vote « non » au référendum de 2005 par commune



Cette fracture n'a pas disparu, loin s'en faut. Elle structure plus que jamais le nouveau paysage électoral français.